

Introduction

Les temps de l'histoire : temps court, temps long

L'heure est à la destruction ou à la profanation des objets : œuvres d'art, statues ou monuments, dans une sorte de retour en arrière évoquant le film de Chris Marker et Alain Resnais, *Les statues meurent aussi* (1953). Il ne s'agit cependant là que d'une reprise de son titre au sens littéral, un flash-back tardif, quoique contraire à la vision de l'art africain traditionnel développé dans le film. Dans cet « essai documenté » en effet (l'expression est du critique André Bazin), annonciateur du musée du quai Branly (2006), les statues ne sont pas inanimées, mais douées de vie. D'objets inertes, elles deviennent sujets actifs revendiquant leur lien propre à la spiritualité, au rite et à la nature. Au lieu de s'évanouir dans le silence claustral du musée, elles entrent dans l'histoire depuis laquelle elles questionnent l'univers contemporain de leurs yeux atemporels, de ces yeux qui invitent pourtant à la rencontre avec le passé. Avec cinquante ans d'avance, le film formule le regard critique porté de nos jours sur les colonies et le sort que celles-ci ont fait aux peuples du continent noir. Il préfigure la redécouverte d'une culture millénaire. Il annonce la controverse sur les hiérarchies historiques, la contestation de la seule supériorité esthétique du monde blanc, féru de rationalisme abstrait.

Aussi le commentaire de Chris Marker écrit pour *Les statues meurent aussi* a-t-il été souvent invoqué lors des querelles récentes qui ont entouré la démolition des effigies de personnalités associées à l'esclavage et aux colonies, depuis l'époque moderne jusqu'au XIX^e siècle. « Le peuple des statues, dit-il, est mortel. Un jour les visages de pierre

se décomposent à leur tour. La civilisation laisse derrière elle ses traces mutilées comme les cailloux du petit poucet. Mais l'histoire a tout mangé. Un objet est mort quand le regard vivant qu'on posait sur lui a disparu ». Dans la logique de ces mots, Chris Marker n'entreprend nullement une histoire de l'art africain, à la suite du livre collectif *L'Art nègre* (1951) et peu avant *l'Afrique ambiguë* de Georges Balandier (1957). Il se contente simplement d'inviter, dans la perspective du courant personnaliste, à réunir corps et esprit, à s'appuyer sur la contemplation de ces statues pour approcher les pensées et les intentions des communautés qui les sculptèrent. Bref, il invite à redonner un souffle, une âme à des objets qui, mieux que d'autres, intériorisèrent la relation entre l'homme africain et le monde, afin que les sociétés actuelles s'abstiennent de les désincarner et prennent garde, en les muséifiant, de les anéantir.

La querelle des statues commémoratives et la mémoire sélective

C'est assez dire si l'on est loin de la fièvre iconoclaste de la dernière décennie. Celle-ci, explique Jacqueline Lalouette dans *Les statues de la discorde*, surgit d'une tout autre source, de l'émotion locale puis planétaire provoquée par plusieurs mises à mort, pas ou peu sanctionnées, d'hommes noirs aux États-Unis. Ainsi, depuis la tuerie de neuf Afro-Américains dans une église de Charleston (Caroline du Sud) en juin 2015, plus de cent monuments en l'honneur des confédérés furent renversés ou déboulonnés (*Le Devoir*, 21 septembre 2020). Plusieurs monuments célébrant Christophe Colomb, accusé d'avoir été à l'origine de la traite des noirs, furent également attaqués. Après l'assassinat de Georges Floyd en mai 2020, filmé en direct et diffusé sur tous les continents, les destructions se sont accélérées en Amérique du Nord, atteignant la colonne de Jefferson Davis, honni car président des États confédérés de 1861 à 1865, et même les statues, *a priori* moins conflictuelles, de Theodore Roosevelt et Abraham Lincoln.

De là, elles se sont étendues en Europe, au Royaume-Uni où, en juin 2020, la statue d'Edward Colston, négociant négrier bienfaiteur de Bristol, fut jetée dans un bassin du port fluvial par une foule véhémement. Au même moment, le collègue Oriel d'Oxford fut prié de retirer la statue de Cecil Rhodes, colonisateur de l'Afrique, qui ornait la travée centrale du bâtiment éponyme, mais finit par la conserver pourvue d'une plaque justificative. La contestation s'étendit jusqu'aux figures de Winston Churchill, taxé de racisme, et de la reine Victoria, pour avoir couvert le trafic des esclaves.

Dans les Antilles françaises, la statue en marbre de Joséphine de Beauharnais, fille de planteurs de la Martinique, fut décapitée en 1991, puis vandalisée, finalement abattue et son socle pulvérisé en juillet 2020. Il n'est jusqu'à la figure de Victor Schoelcher qui fut défigurée dès septembre 2013, puis renversée en mai 2020, par la vindicte de manifestants peu soucieux d'exactitude historique : à sa défense de l'abolition en 1848, on oppose volontiers sa conception des colonies – qu'il partageait avec nombre d'élites du siècle –, sans mentionner son exil sous le Second Empire, ni son opposition à la peine de mort. On peut en dire autant de la statue du Grand Colbert, devant le palais Bourbon, maculée de peinture rouge au motif du Code noir, dont il fut certes l'initiateur mais non le rédacteur ni le signataire, ce dernier ayant été son fils, Jean-Baptiste Antoine. Ajoutons, pour faire bonne mesure, les statues de Napoléon I^{er} qui, il est vrai, rétablit l'esclavage dans les colonies françaises en 1802, outragées toujours en 2020 à La Roche-sur-Yon et Rouen, et enfin celle du général de Gaulle taguée du mot « esclavagiste » à Hautmont (Nord) au même moment – on peine, dans ce dernier cas, à en induire les raisons.

La densité des contestations survenues pendant l'année 2020 signale assez la pression de l'instant et la force de l'affect. Cet iconoclasme, rappelle Jacqueline Lalouette, visait des types précis, plus ou moins liés à l'esclavage et à la colonisation : souverains, présidents, ministres,

explorateurs, officiers, négociants, hommes d'affaires, missionnaires. On ne peut pas juger de leur action, ont estimé Mona Ozouf et quatre autres historiens, à l'aune de critères actuels, moraux ou autres, en omettant de placer celle-ci dans l'intelligence de son époque, c'est-à-dire en cédant à l'anachronisme (*Le Monde*, 24 mai 2020). En outre, malgré le caractère hétérogène des œuvres ainsi vandalisées dans l'espace public, Bertrand Tillier voit en elles, au-delà des personnalités représentées, des « objets patrimoniaux », signes d'une histoire plurielle.

Observateur des mouvements sociaux aux États-Unis, l'universitaire britannique Gary Younge, est peu sensible, quant à lui, à la pérennité des statues qu'il accuse de pétrifier le discours historique, en le simplifiant et en instaurant une série de faits, cultures, vérités ou traditions impossibles à mettre en question, alors que le propre des sociétés est d'évoluer en permanence. Il précise : « Cette obsession fait passer l'éloge pour l'histoire, l'histoire pour le patrimoine et le patrimoine pour la mémoire. » Il accuse ces œuvres d'art public d'être peu inventives et conformistes, révérences futiles aux mythes de l'époque victorienne. Une telle opinion est inaudible en France où à peu près chaque commune possède un monument aux morts de la Grande Guerre dont beaucoup sont ornés d'une statuaire monumentale, au demeurant plus symbolique que personnalisée. Certes, cette statuaire ne se réfère pas à des événements ou personnalités controversés. On peut la juger convenue ou même laide, mais sa répétition même l'inscrit depuis un siècle dans le paysage visuel de la population, y gravant les noms de soldats inconnus qui ravivent le souvenir – comme la Flamme sous l'Arc de Triomphe – de l'horrible hécatombe.

L'argument de la pauvreté artistique des statues, mentionné ci-dessus, ne saurait valoir pour les agressions commises contre des toiles de maître dans les musées afin d'attirer l'attention des médias, les œuvres en question étant toujours choisies parmi les plus connues : les *Deux Tahitiennes* de Gauguin à Washington en 2011,

La Liberté guidant le peuple de Delacroix à Lens en 2013, *La Joconde* de Léonard de Vinci à Paris et les *Tournesols* de Van Gogh à Londres en 2022, pour n'en citer que quelques-unes. Toutefois, cette atteinte délibérée à des images séculières connues du monde entier s'apparente, de façon indirecte, à la tradition classique de l'iconoclasme en ce que celle-ci s'attaquait à des représentations figuratives, historiquement liées à Dieu, pour des motifs religieux ou politiques, qui ressortent, ici, en l'occurrence, à l'unique seconde catégorie.

À ce titre, elle sort *stricto sensu* du spectre que ce livre cherche à couvrir. Ces actes nihilistes exécutés par des déséquilibrés ou, parmi les derniers, des activistes du climat sont en effet liés, plus qu'à autre chose, à l'écho qu'ils recueillent sur les réseaux sociaux (la vidéo des *Tournesols* aspergée de soupe a été visionnée 48,7 millions de fois sur X-Twitter). Leur multiplication a fini par en banaliser l'effet, car il s'agit de ce que Fernand Braudel nommait le temps de l'événement ou Boris Vian l'écume des jours, c'est-à-dire le bruit que la réalité immédiate fait en mouvant sous nos yeux, un bruit dont l'époque actuelle fait une consommation de plus en plus effrénée et, par-là, de plus en plus dérisoire – ce qui ne veut pas dire que les problèmes ainsi posés n'existent pas.

La chronologie d'une violence monumentale spectaculaire

Cependant, Gary Younge fait un sort particulier aux monuments commémoratifs, souvent plus beaux, selon lui, et supports inestimables de la mémoire de faits historiques collectifs. Il cite, par exemple, celui aux anciens combattants américains morts au Vietnam à Washington DC (*District of Columbia*, 1982) – incluant pourtant des statues, mais anonymes –, celui aux morts de la Grande Famine à Dublin (1997) – aussi fait de statues typologiques en bronze – et celui aux Juifs assassinés d'Europe à Berlin (2004) dont les milliers de stèles grises impressionnent par leur masse millimétrée, à deux pas du Reichstag restauré.

Cette distinction est primordiale et pertinente pour introduire le sujet de ce livre. Il faudrait, pour plus de lisibilité, y ajouter le mémorial du 11 septembre au sud de Manhattan à New York (2011). Celui-ci est formé de deux bassins carrés, creusés à l'emplacement des tours jumelles du *World Trade Center* détruites par l'attentat du 11 septembre 2001, sur le mur desquelles coulent des chutes d'eau, évocation d'une mémoire qui se renouvelle sans cesse, mais ne passe pas. Au-dessus de celles-ci, les noms des victimes sont inscrits sur des plaques de bronze : sur 3 001 décédées, 1 649 ont été identifiées et l'on en trouve sans cesse de nouvelles (*Le Monde*, 11 septembre 2023). Rappels de catastrophes pour l'humanité, tous ces lieux ont la propriété, par la puissante impression qu'ils dégagent, d'inciter au recueillement et au silence.

Par leur biais, on touche ici à un tout autre rapport au temps dont le vecteur n'est plus l'œuvre d'art, ni la statue, brièvement chamboulées, mais le monument en ce qu'il est éradiqué ou désacralisé, privé pour toujours, de la sorte – dans l'esprit des auteurs de ces atteintes, du moins –, des attributs qui faisaient à l'origine son usage, sa dignité, sa réputation. Ceux-ci ne sont pas exclusifs des morts et blessés, laissés sur le carreau pendant ou après la destruction du monument – loin de là, car les deux vont en fait de pair, les terroristes jugeant de la réussite de leur agression tant au choc ressenti à la disparition d'un édifice qu'au nombre de victimes faites pour l'occasion. Vient un premier temps où la mort des monuments a pour but d'annoncer la mort des hommes. Vient un second temps où elle la requiert et la réalise.

On propose, en se concentrant sur les moments les plus démonstratifs, de borner la chronologie de cette séquence de violence monumentale sur environ un quart de siècle, de 1993 à 2017, afin d'en décrire les buts, les formes et les retombées. Cette séquence n'est pas nouvelle en soi, mais on tient à souligner qu'elle survient après la date où le *World Wide Web* est mis dans le domaine public (30 avril 1993). On postule dès lors que, par sa récur-

rence, son intensité graduelle et sa diffusion massive par tous les médias qui abondent dans le monde actuel, elle résume et décuple les équivalents qui l'ont précédée dans l'histoire, car il est vraisemblable que les protagonistes de chaque fait ont puisé leur inspiration dans le passé.

Si les atteintes initiales portées aux monuments sont dans l'ensemble matérielles, le caractère symbolique s'y ajoute vite et l'emporte souvent dans les suivantes, soucieuses de détruire certes, mais pas à n'importe quel prix. Il s'agit de mettre en scène l'événement par le son et par l'image, d'assurer sa diffusion au plus grand nombre. À l'opposé des guerres du temps présent qui demeurent souvent muettes et invisibles, ou ne sont entrevues que par le truchement de quelques images triées sur le volet, choisies par des protagonistes soucieux de leur prestige, c'est un spectacle total, si possible télévisé et mondial. Un spectacle addictif, qui frappe les esprits par sa brutalité sur l'instant, qui exalte les auteurs des faits – communément taxés de terroristes – comme des héros et est ensuite censé inspirer au commun des mortels une peur durable.

Plusieurs questions viennent alors à l'esprit. De quoi ces faits témoignent-ils ? De quoi ces symboles portent-ils la charge ? S'inscrivent-ils dans une perspective plus large que leur côté sensationnel concourt à occulter, mais qui n'en existe pas moins ? Pour le dire plus simplement, sont-ils le prolongement, l'aboutissement ou la répétition de processus dont la source gît dans l'histoire ? Si l'on veut se convaincre de l'impact du fil conducteur de l'histoire sur les fantasmes qui agitent les adeptes de la terreur de nos jours, il suffit de citer un seul exemple : le projet d'attentat rocambolesque, mais non moins réel – car ses auteurs avaient commencé à rassembler les substances explosives entrant dans la composition de bombes –, qui fut déjoué en France, au début de décembre 2024. Trois jeunes hommes avaient en effet décidé de s'en prendre à la mairie de Poitiers, charmant bâtiment de facture néo-Renaissance hérité de Napoléon III, au motif de se venger de la victoire remportée par le chef franc

Charles Martel contre l'armée omeyyade du gouverneur général d'Al-Andalus, Abd Al-Rahman, en 732! Bataille mythique, très mal connue, dont on n'est sûr ni du lieu, ni de la date, mais qui fut racontée par les historiens du XIX^e siècle comme l'événement décisif ayant marqué un coup d'arrêt à l'expansion musulmane dans l'Europe occidentale chrétienne, et qui fut longtemps enseignée comme telle à l'école primaire.

Aussi déconcertante et anecdotique soit-elle, cette périépie risque d'inciter l'observateur à associer ce corpus de faits violents ou à visée violente à la terreur djihadiste, si ce n'est à l'assimiler uniquement à elle. Il est vrai que la matière ne manque pas, telle qu'elle figure dans l'enquête réalisée par la Fondation pour l'innovation politique depuis 2019, et régulièrement mise à jour ensuite, sur les *Attentats islamistes dans le monde, 1979-2024*. Celle-ci identifie une « poussée spectaculaire » de cette violence-là dont les métastases ont touché de nombreuses régions du monde, le Moyen-Orient, l'Afrique du Nord, l'Afrique subsaharienne et l'Asie du Sud en ayant concentré la très large majorité, tandis que l'Amérique du Nord, la Russie et l'Europe n'en ont attiré qu'une part certes saisissante et amplement documentée, mais infime en pourcentage. Les nombres furent effrayants, presque 67 000 attentats et 250 000 victimes en moins d'un demi-siècle, l'un des derniers en date, le pogrome du 7 octobre 2023 en Israël, ayant été le deuxième événement le plus meurtrier de ce type de l'histoire, après le 11 septembre 2001. Encore sont-ils sous-estimés, notent les auteurs, et sans doute plutôt compris entre trois cent et quatre cent mille morts.

Cependant, si effroyables soient-elles, ces données ne recouvrent la logique du présent livre qu'imparfaitement et ne l'épuisent pas. La borne aval, 1979, évoquant sur un plan géopolitique l'affrontement entre les Saoudiens et les Iraniens d'une part, les Américains et les Soviétiques d'autre part, marqua bien pour les Arabes, comme dit Gilles Kepel, « le passage du nationalisme à l'islamisme ». Un basculement aux conséquences colossales pour l'en-

semble du monde musulman. Mais le fait symbolique de l'année en question, la prise de la Grande Mosquée de La Mecque (20 novembre-4 décembre 1979) par un groupe armé d'opposants au roi d'Arabie saoudite fut certes une prise d'otages particulièrement meurtrière (bilan officiel : 244 morts, 600 blessés), mais n'avait pas pour but de détruire cet édifice hautement emblématique d'une ville où la loi islamique proscriit en principe toute effusion de sang. En outre et on serait tenté d'écrire conséquemment, les soldats du Pakistan qui réduisirent les insurgés prirent soin de recourir à une force modérée au cours de l'assaut final afin de ne pas endommager la mosquée.

Un type de brutalité radicale, car systématique

L'apparition d'une violence monumentale, partie intégrante, quoique non exclusive, d'attentats intentionnels et intimidants, à visée politique et/ou religieuse, paraît plus récente, quoiqu'inscrite dans une histoire longue, et ne se confond pas en intégralité avec le projet islamiste, au sens fondamentaliste et prosélyte, car elle est assumée par bien d'autres adeptes de l'action violente, extrémistes de droite ou autres. C'est ce que montre la base de données sur le terrorisme, *Global Terrorism Database*, réalisée par l'université du Maryland, aux États-Unis, qui compile tous les attentats commis entre 1970 et 2020, quel qu'eût été le motif de leurs auteurs.

À l'instar de cette prise globale, le propos est, ici, de construire un récit articulant présent et passé, actualité et histoire. Sans viser à une exhaustivité impossible à atteindre dans le cadre limité de cet essai et qui ne ferait pas sens, car il ne s'agit pas de raisonner en termes de statistiques, on a choisi de convoquer et de décrire une série de faits qui se signalent à l'attention par les dégâts infligés aux monuments ou au parc bâti et par le retentissement que ces faits ont eus, en dehors de situations de guerre, au sens de conflit classique entre les armées de nations. Ces quelques événements sont autant d'études

de cas évoquées dans un simple ordre chronologique, sans souci de hiérarchie ni de classement, ce qui met en évidence d'emblée la densité et l'extrême gravité des attaques commises en un quart de siècle dans le monde.

Cette liste peut paraître *a priori* surprenante car elle réunit des événements que l'on ne ferait pas spontanément entrer dans les mêmes catégories. On pourrait être tenté d'y inclure d'autres cas, comme les attentats urbains de Madrid (2004), Londres (2005) ou Bombay (2008), mais les dégâts infligés aux infrastructures à ces occasions (gare d'Atocha en Espagne, stations du métro en Angleterre, hôtels de luxe en Inde) furent une conséquence collatérale, non planifiée *stricto sensu*, d'actions qui visèrent le public dans le but de tuer, comparables aux attaques meurtrières extrêmes de Paris (2015). Les attentats impliquant des monuments n'affectèrent pas toujours, quant à eux, des personnes humaines, mais notre hypothèse est que leurs auteurs s'accommodaient volontiers de ces pertes, à défaut de les rechercher, et que leurs attaques annonçaient un crescendo dans leur volonté de semer la peur parmi les populations civiles. Tous les faits relatés ci-après ont *a contrario* pour point commun d'impliquer la transgression ou le renversement par la violence d'un ordre contesté ou haï dont l'architecture représentait, à son corps défendant, le symbole.

S'il n'est pas envisageable de répondre de but en blanc à toutes les questions posées ci-dessus, en raison de leur complexité, du moins peut-on esquisser des pistes pour une mise en contexte. C'est à cet objet-là que ce livre est *in fine* consacré. Il est composé de trois chapitres. Les deux premiers se focalisent sur les faits, en observant les attaques commises contre des monuments pendant la période globale – considérée, pour la commodité de l'exposé, en deux parties distinctes, quoique celles-ci soient perméables l'une à l'autre et même intriquées.

De 1993 à 2011, la menace fut d'abord diffuse, le public et les autorités n'en saisirent pas toujours bien les tenants et aboutissants, puis elle explosa tout d'un coup

en des actes d'une grande intensité, propres à marquer des césures dans l'histoire. Elle toucha surtout le continent européen et les États-Unis d'Amérique, mais pas exclusivement, et elle adopta des formes si multiples qu'elle semblait à la fois irrépensible et confuse, bougeant à la faveur des crises qui affectaient alors le monde. De 2012 à 2017, la menace se déplaça définitivement et se concentra dans des territoires différents, Afrique et Moyen-Orient, où elle exhiba avec clarté cette fois plus que des velléités réactives, un projet de société inquiétant, visant à ressusciter des schèmes anciens fantasmés.

Le troisième chapitre revient, d'une part, sur le débat autour de la notion de brutalisation dans les communautés contemporaines et, d'autre part, sur un ensemble de sources historiques afin de tenter de comprendre en quoi les séquences précédemment décrites peuvent apparaître comme l'écho de circonstances antérieures. Si la violence actuelle n'est pas, par nature, plus forte que celle du passé dont on rappelle plusieurs exemples difficiles à dépasser, ceux liés aux génocides, elle atteint aujourd'hui une amplitude saisissante en raison de l'instantanéité de sa diffusion planétaire. Toutes les images ne sont certes pas divulguées, mais celles qui le sont percutent, ébranlent et traumatisent. Lorsque nécessaire, on précise quelles dispositions spécifiques furent prises pour infliger aux bâtiments, et consécutivement aux occupants et/ou aux symboles qu'ils incarnaient, le maximum de dommages. Il serait bien sûr illusoire d'établir entre tous les événements évoqués ci-dessous des relations directes de cause à effet. On se propose en revanche de relever les corrélations ou les correspondances entre des faits assez récents pour être familiers du lecteur et des faits plus anciens, pour certains notoires, pour d'autres oubliés, méconnus ou sous-estimés.